



PRÉFET DE LOT-ET-GARONNE

Direction Départementale des Territoires
Service Territoires et Développement
Missions Interministérielles

Arrêté préfectoral n° 2015/DDT/10-164
portant création d'une commission de suivi de site (CSS) dans le cadre
du fonctionnement de la société EUTICALS à Tonneins

Le Préfet de Lot-et-Garonne,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.125-2, L.125-2-1, L.515-8 et R.125-8-1 à R.125-8-5 et D.125-29 à D.125-34 ;

Vu le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu le décret n°2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;

Considérant les nuisances, dangers et inconvénients susceptibles d'être présentés par la société EUTICALS à Tonneins et l'intérêt qu'il y a de mettre en place une commission de suivi de site en raison de son implantation sur la commune de Tonneins ;

Considérant que cet établissement relève du dernier alinéa de l'article L.125-2 du code de l'environnement ;

Considérant que les installations figurent sur la liste prévue au IV de l'article L.515-8 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

Article 1er : Périmètre de la commission

Il est créé la commission de suivi de site, prévue à l'article L.125-2-1 du code de l'environnement, autour de l'installation de la société EUTICALS, sise sur la commune de Tonneins, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation en vertu de l'arrêté préfectoral du 22 septembre 1993.

Article 2 : Composition de la commission

La commission de suivi de site (CSS) visée à l'article 1^{er} est composée comme suit :

Collège administration de l'état :

- le préfet ou son représentant,
- Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant,
- Mme la chef du service interministériel de défense et de protection civile ou son représentant,
- M. le directeur départemental des territoires ou son représentant,
- M. le directeur général de l'agence régionale de santé d'Aquitaine ou son représentant.

Collège élus des collectivités territoriales ou d'établissements publics de coopération intercommunale concernés :

- M. Daniel BARBAS, mairie de Tonneins ou M. Daniel GAIDELLA son suppléant,
- M. Jacques BILIRIT, désigné par le conseil départemental ou M. Jean-Pierre MOGA son suppléant,
- Mme Marie-Chantal TRINQUE, mairie de Fauillet ou M. Jérôme GILIS son suppléant.

Collège des riverains et associations de protection de l'environnement :

- M. le président de la SEPANLOG,
- Mme Amandine ORSINI, réseau ferré de France ou Mme Laure PARINET sa suppléante.

Collège exploitants :

- M. Frédéric DELMAS, responsable EHS de la société EUTICALS.

Collège salariés :

- M. Ludovic WUEST, opérateur de fabrication société EUTICALS,
- M. Marc ALEPUZ, technicien instrumentation et membre CHSCT société EUTICALS,
- M. Pierre MARSAULT, opérateur de fabrication et membre CHSCT société EUTICALS.

Article 3 : Président et composition du bureau

Le préfet ou son représentant nomme le président de la commission de suivi de site lors de la première réunion.

La commission comporte un bureau composé du président et d'un représentant par collège désigné par les membres de chacun des collèges.

Tout membre qui perd la qualité au titre de laquelle il a été nommé est réputé démissionnaire.

Les membres sont nommés pour une durée de 5 ans.

Article 4 : Fonctionnement de la commission

Les réunions de la commission sont ouvertes au public sur décision du bureau.

La commission se réunit au moins une fois par an ou sur demande d'au moins trois membres du bureau.

Le secrétariat est assuré par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.

L'ordre du jour des réunions est fixé par le bureau.

La commission met régulièrement à la disposition du public, éventuellement par voie électronique, un bilan de ses actions et les thèmes de ses prochains débats.

Article 5 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Copies et application

Le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'application du présent arrêté dont une copie sera adressée aux membres de la commission de suivi de site de la société EUTICALS.

Agen, le 21 octobre 2015

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général


Jacques RANCHERE

